

EDUCATION PERMANENTE

Appel à contributions

Les publics en formation et leur place dans la construction des dispositifs

Éducation permanente publiera en mars 2025 un numéro hors-série AFPA dédié aux publics en formation. Cette thématique vise à explorer les démarches pédagogiques (et leur application) liées à la diversité des publics en formation. Nous nous intéressons particulièrement aux publics spécifiques (jeunes, seniors, personnes en situation de chômage, en reconversion professionnelle) et à ceux présentant des situations de vulnérabilité (handicap, illettrisme, allophone, parent isolé...).

Dès le début des années 1970, l'État établit des orientations prioritaires pour l'utilisation des fonds de la formation professionnelle et commence à identifier des groupes spécifiques tels que les immigrés, les femmes, les jeunes et les personnes handicapées. En effet, les mondes sociaux, entendus comme des réseaux d'acteurs en coopération « dans l'accomplissement d'activités spécifiques, définies par des schémas conventionnels facilitant l'action collective » (Tiberghien, 2007), comprennent des groupes – donc des publics – qu'il convient d'identifier et de nommer.

La formation des adultes doit répondre à une grande variété de besoins et de contextes. Le public provient de milieux divers et présente des caractéristiques variées qui influencent leurs expériences et leurs attentes en matière de formation. Suivant un rapport de l'UNESCO, les groupes vulnérables tels que les migrants, les personnes handicapées et les populations rurales sont souvent exclus des opportunités d'apprentissage, nécessitant des approches inclusives pour combler ces lacunes (*Institute of Education Sciences*, 2021).

Certains secteurs prennent en compte ces réflexions. Ainsi, les services dédiés aux publics et aux médiations culturelles ont depuis longtemps adopté des politiques proactives visant à atteindre et accueillir les groupes habituellement exclus de leurs initiatives ou de leurs établissements. Il est désormais courant de discuter de l'accessibilité, des publics spécifiques, ainsi que des publics empêchés (*appel à articles, Culture & Musées*, 2014).

Le domaine de la formation est régulièrement confronté à des phénomènes sociaux problématiques qui influencent le fonctionnement habituel des institutions et leurs fonctions sociales fondamentales. Ces phénomènes incluent par exemple le décrochage scolaire, la mixité à l'école ou les violences scolaires (Neveu, 2015 ; Dhume, 2019). En ciblant certains publics, les dispositifs en construction participent à leur catégorisation et à leur classement au sein des institutions socio-éducatives (Gourgues et Mazeaud, 2018). Ces processus contribuent à la production de publics spécifiques et à la construction de problèmes publics en éducation et formation (*appel à contributions, « Publics et problèmes en éducation »*, 2023).

L'objectif de ce hors-série est de livrer un point de connaissance théorique et pratique sur les publics en se concentrant sur les catégorisations et leurs propres rôles dans cette identification. Processus mouvant, la formation se matérialise dans des dispositifs qui recourent une connaissance fine de ces publics en révélant leur mise en action sur le terrain.

Il sera pertinent d'envisager deux axes de contribution.

Axe 1 : La dénomination des publics et leur captation.

Plusieurs contributions pourront questionner la dénomination des publics et son impact sur la captation de ces publics.

1. Il existe des manières de nommer ces groupes et cela concourt à plusieurs réflexions. D'une autoidentification parfois bien différente que la dénomination choisie par un tiers, il faut déjà identifier ceux qui nomment pour comprendre leurs motivations, leurs objectifs et le contexte (social, économique, politique) dans lequel un « nom » apparaît puis évolue. Pourquoi nommer un public ? Comment y parvenir et avec qui ? Par la suite, quelles sont les modalités d'existence (de l'émergence à la dissolution) de ces catégories ? Existe-t-il un glissement sémantique dans la manière de nommer les publics et selon les différentes parties prenantes (pouvoir public, organisme de formation, formateur...)?

2. La dénomination des publics n'est pas sans conséquences. Comment cette dénomination impacte-t-elle la captation des publics ? Choisir de les nommer, donc discriminer en les différenciant, influence-t-il le public concerné ? Est-ce un levier pour aller vers ces publics ? Il conviendra de se demander si les principaux intéressés se reconnaissent dans ces désignations et dans quelle mesure cela peut-il influencer sur leur parcours de formation. Les publics identifiés peuvent ne plus correspondre au cadre établi pour « entrer » dans une catégorie : comment mesurer et prendre en compte ce décalage ?

Axe 2 : Les publics en action : terrain et efficience des dispositifs

La désignation d'un groupe précis peut se produire avant même un déploiement de l'action sur le terrain. Pourtant, les publics ne sont plus à considérer passivement, sans rôle à jouer sur les dispositifs d'apprentissage et de formation. Il s'agit de mesurer l'efficience d'un dispositif par le prisme de son entrée « public », en écoute et réception de ses attentes, mais surtout de ses actes même, pour saisir l'intérêt de la prise en compte du terrain d'application du dispositif.

1. Des expériences d'évaluation à partir d'enquêtes seraient intéressantes pour comprendre le rôle des publics dans l'évolution des dispositifs. Entre sa non-participation et la coconstruction du dispositif entre le formé et le formateur, il existe entre ces deux pôles de fines granularités permettant de comprendre tout l'intérêt d'une prise en compte des spécificités du public. Entendu que la conception d'un dispositif se poursuit dans l'usage, donne-t-on une place au public, et si oui, laquelle ? Comment participe-t-il de la construction d'une action de formation, à tous les stades (ingénierie, mise en œuvre, déploiement, animation) ?

2. Cette participation ne peut être entendue comme allant de soi. Des facteurs externes peuvent la limiter, mais pas seulement. Quels sont les freins et les écueils à la participation de ce public ? Comment se construisent les enquêtes de terrain pour mesurer et comprendre ce qu'est et ce que veut un public spécifique, sans pour autant qu'il occupe une place centrale ?

Les articles proposés, d'une longueur maximale de 25 000 signes espaces compris, s'appuieront sur des expériences ou des recherches récentes.

Les propositions d'articles (résumé de 500 mots et plan détaillé de l'article envisagé) doivent être envoyées pour le **15 septembre 2024** à : educationpermanente@afpa.fr

L'avis du comité de lecture sera rendu le 30 septembre 2024.

Les articles devront être rendus dans leur version finale le **30 novembre 2024**.

Pour toute question ou information complémentaire, veuillez contacter l'équipe éditoriale à educationpermanente@afpa.fr

Références

- Adult Education Strategies: Identifying and Building Evidence of Effectiveness*, Institute of Education Sciences, April 2021. URL : <https://ies.ed.gov/ncee/pubs/2021007/pdf/2021007.pdf>
- Dhume F., Pour une reconnaissance du racisme et des discriminations raciales à l'école, *Raison présente*, 2019, n° 211, pp. 17 –25.
- « Publics et problèmes en éducation », Appel à contribution, *Calenda*, Publié le vendredi 02 juin 2023. URL : <https://doi.org/10.58079/1bb2>
- Gourgues G. et Mazeaud A., *L'action publique saisie par ses 'publics' : gouvernement et (dés) ordre politique*, Presses universitaires du Septentrion, 2018.
- « L'usage des dispositifs de formation », Appel à contribution, *Calenda*, Publié le jeudi 13 janvier 2011. URL : <https://doi.org/10.58079/hlt>
- Neveu E., *Sociologie politique des problèmes publics*, Paris, Armand Colin, 2015.
- Tiberghien V., « La formation de base : publics, dispositifs pratiques », *Savoirs*, vol. 14, no. 2, 2007, pp. 8-55.